Food and Agriculture Organization of the United Nations

Pacific Community
Communauté du Pacifique

HUITIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES DIRECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORESTERIE DU PACIFIQUE (PHOAFS)

RELEVÉ DE CONCLUSIONS

9 MARS 2023, NADI, FIDJI

HUITIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE
DES DIRECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORESTERIE DU PACIFIQUE (PHOAFS)
(Nadi, Fidji, 9 mars 2023)

Synthèse des débats

1. La huitième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS), qui se tient le 9 mars 2023 à Nadi (Fidji), vise à examiner les progrès accomplis au regard des mesures prises lors de l'édition 2021 de la PHOAFS. Le relevé de conclusions de la Conférence est joint à l'annexe 1.

2. Y participent les directeurs de l'agriculture et de la foresterie des États et Territoires suivants : Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Wallis et Futuna. Des représentants et des observateurs internationaux, régionaux, nationaux, gouvernementaux, non gouvernementaux et issus du secteur privé, ainsi que d'autres parties prenantes, sont également présents. La liste des participants est jointe à l'annexe 2.

PREMIÈRE SÉANCE
OUVERTURE OFFICIELLE

3. La réunion est présidée par M. Vinesh Kumar, Secrétaire permanent, ministère de l'Agriculture (Fidji). Mme Xiangjun Yao, Coordonnatrice régionale pour les îles du Pacifique au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et Mme Karen Mapusua, Directrice de la Division ressources terrestres de la Communauté du Pacifique (CPS), prononcent quelques mots d'introduction. Les déclarations complètes sont disponibles auprès de la FAO et de la CPS.

4. La FAO reconnaît l'importance de la contribution des entités régionales. En combinant leurs atouts et leurs ressources, elles participent à l'émergence de nouveaux débouchés, à l'élargissement du rayonnement et contribuent à la croissance et au développement des pays membres. La Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie, marquée par deux grandes conférences – la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS) et la Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique (PMAF) – est une plateforme spécifique qui permet de débattre des grands enjeux importants pour la région.

5. Parmi ces enjeux figurent les biens publics, et notamment les recherches approfondies appuyées par la FAO pour établir à intervalles réguliers un « Aperçu de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Pacifique ». Ces informations guideront les programmes de la FAO, ainsi que les efforts déployés à

l'échelon régional pour mobiliser des ressources dans des domaines critiques. En outre, le nouveau Cadre de programmation multipays 2023–2027 de la FAO est prêt à être mis en œuvre.

6. La CPS assure la diffusion de connaissances solides au sein de la région du Pacifique, afin de lutter contre les effets du changement climatique sur l'agriculture et la foresterie, et renforcer les capacités en vue d'améliorer l'efficacité des interventions. Ces connaissances englobent le savoir traditionnel et les pratiques éprouvées des peuples océaniens. Des systèmes alimentaires résilients permettent de répondre aux enjeux du changement climatique et de la durabilité, et d'offrir une alimentation de qualité au service de la santé des communautés. Ces systèmes multidimensionnels sont axés sur des économies bleues et vertes durables selon plusieurs critères : génétique, sols, biodiversité des cultures, des poissons et du bétail ; récolte, conditionnement, transport, vente et consommation des aliments. Ces systèmes holistiques garantissent une bonne alimentation à tous et un environnement de meilleure qualité.

7. Le programme phare de la CPS sur les systèmes alimentaires du Pacifique vise à améliorer les systèmes alimentaires nationaux dans six domaines : la science au service d'une production alimentaire nutritive et résiliente, les environnements alimentaires sains et équitables, les biens publics essentiels, les approches innovantes des systèmes alimentaires des milieux côtiers et des atolls, les capacités futures de production alimentaire, et les technologies numériques.

8. Le président souhaite la bienvenue aux participants à la huitième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS), et présente en leur nom ses meilleurs vœux au gouvernement et au peuple de Vanuatu. En effet, Vanuatu a récemment subi deux cyclones consécutifs qui ont causé des dégâts considérables et ont empêché la délégation vanuataise d'assister à la Conférence. Il ajoute que, malgré la diversité de la région, les membres rencontrent des problèmes communs, comme les effets du changement climatique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'exode rural, la fuite des compétences, les insuffisances de capacités, les ravageurs et les maladies, les menaces pesant sur la biodiversité, et bien d'autres encore. La Conférence est l'occasion de débattre des moyens de collaborer pour faire face aux défis qui se posent aux échelons national et régional.

9. La Conférence adopte l'ordre du jour. Un comité de rédaction composé de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Samoa, des Tonga et de Tuvalu a été mis sur pied.

Point 2.1 Rapport sur la suite donnée aux décisions de la PHOAFS 2021 tenue aux Fidji (format virtuel)
Vinesh Kumar, Secrétaire permanent – ministère de l'Agriculture (Fidji)

10. Les participants à la Conférence examinent un rapport sur la suite donnée aux décisions de la PHOAFS 2021, qui s'est tenue au format virtuel. Ils sont informés des actions menées par la CPS et la FAO dans le sillage des principales décisions de la PHOAFS 2021, qui a approuvé six documents pour décision se rapportant aux thématiques suivantes : 1) Rehausser le profil de la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie (PWAF) ; 2) Architecture régionale du Pacifique ; 3) Stratégie régionale pour l'agriculture et la foresterie ; 4) Programme de recherche régional ; 5) Cadre pour les priorités régionales du réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS), et structure de gouvernance du PHOVAPS, et 6) Portail d'information régional sur les sols.

11. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie approuvent les suites données aux recommandations de la PHOAFS 2021 par la Communauté du Pacifique (CPS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

DEUXIÈME SÉANCE
RAPPORT SUR LA PRÉCÉDENTE ÉDITION DE LA PHOAFS
Présidence – Mme Atelaite Rokosuka, Secrétaire permanente par intérim pour les forêts (Fidji)

DOCUMENTS POUR DÉCISION

Point 2.2 Proposition relative au processus d'élaboration d'une Stratégie pour l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique
CPS et Secrétaire permanente par intérim pour les forêts (Fidji)

12. Lors de la septième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique, en 2021, les membres ont approuvé l'élaboration d'une Stratégie régionale pour l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique. C'est une région où le contexte (changement climatique inclus) n'est pas favorable au développement agricole et forestier : ne rien changer, c'est empêcher l'Océanie de surmonter les difficultés ou de tirer le meilleur parti des occasions offertes. La Communauté du Pacifique (CPS) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été chargées de mettre au point la procédure qu'il faudra suivre pour l'élaboration de ladite stratégie en s'appuyant sur des méthodes de prospective stratégique, pour examen et approbation à la Conférence régionale des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie ; la CPS et la FAO ont également été chargées de mobiliser les ressources nécessaires à un processus exhaustif et participatif d'élaboration de la stratégie une fois le feu vert donné. La région a de plus en plus recours à la prospective stratégique, et un webinaire a été organisé le 26 octobre 2022 pour aider les membres à utiliser cette méthode. Ce webinaire a permis de faire connaître la méthode et certains des outils utilisés.

13. Les participants à la PHOAFS débattent du concept et posent des questions sur le budget et le calendrier. La CPS indique que les plans et le budget seront élaborés après approbation du concept par les participants à la PHOAFS. Une fois cette approbation obtenue, la CPS lancera le processus, tout en sollicitant l'appui des partenaires du développement. Les représentants de la société civile souhaitent participer à l'élaboration et à la planification du concept. La CPS indique que le concept s'étend sur un horizon d'environ dix ans, et qu'il s'alignera sur d'autres stratégies, comme la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050.

14. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie conviennent a) d'**approuver** la note conceptuelle sur l'élaboration d'une Stratégie pour l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique et b) de **demander** à la CPS et à la FAO d'encourager les partenaires du développement à soutenir l'établissement de la stratégie.

Point 2.3 **Développement de la notion de Programme de recherche régional (RRA) dans le Pacifique**
Mme Temarama Anguna, Secrétaire, ministère de l'Agriculture (Îles Cook)

15. Une proposition de modèle de Programme de recherche régional (RRA) est présentée. L'objectif est de permettre aux membres de repérer les difficultés communes aux pays insulaires océaniens en matière de développement de la foresterie et de l'agriculture, de créer des partenariats de recherche dans le Pacifique, et de définir des stratégies de recherche visant à surmonter ces difficultés. Le RRA permet d'insérer la prise de décision, le leadership et la planification dans un mécanisme inclusif pour le Pacifique. Ce cadre a été élaboré à l'occasion de consultations régionales menées de mars à août 2022 par l'équipe de projet de la Division ressources terrestres (LRD) de la CPS. Il est proposé, dans l'exposé présenté, que le RRA soit rebaptisé Pasifika Research Kibung (PaRK) – le terme *Kibung* étant tiré de la langue *tok pisin* parlée en Papouasie-Nouvelle-Guinée et signifiant « se réunir pour aborder des sujets importants ».

16. Les Samoa américaines et Tokelau abordent la question du changement de nom du programme de

recherche océanien, et les participants acceptent d'en discuter sous la houlette de la CPS. Niue et les Îles Salomon soulignent que la recherche agricole doit être pragmatique et coïncider avec des priorités comme la lutte contre les maladies non transmissibles, dont la prévalence est importante dans la région. La Papouasie-Nouvelle-Guinée se félicite de l'intensification des activités de recherche, mais fait remarquer que les travaux correspondants sont généralement valables pour un site particulier, les résultats s'appliquant principalement à l'environnement dans lequel ils sont menés. Il convient d'examiner la structure : en effet, si la base régionale se trouve aux Fidji, par exemple, il peut être nécessaire de créer des sous-stations dans d'autres pays afin d'améliorer la qualité de la recherche. Le Samoa déclare que le programme de recherche océanien doit prendre appui sur les priorités nationales, et non sur une entité de recherche chargée de fixer ses priorités. La CPS précise que les priorités à examiner seront définies par les membres et que les participants à la PHOAFS feront également partie du comité d'examen. La Polynésie française prend note de la référence à un projet pilote de recherche sur la noix de coco, la CPS précisant qu'il s'agissait d'un exemple et que ce sont les membres qui définiront les domaines précis. Les Tonga proposent de modifier la Vision, en remplaçant « identify » (recenser) par « agree » (s'accorder sur). L'Australie se félicite de l'attention accordée aux mesures pratiques et se réjouit de la collaboration qui s'annonce autour des priorités nationales et régionales. En réponse à une question de Guam, la CPS confirme que les membres pourront nommer une personne pour intégrer les équipes de recherche, dans le cadre d'un partenariat. Les représentants de la société civile saluent cette initiative comme un moyen d'améliorer la collaboration et de relever ainsi les défis. La CPS indique que les points soulevés par les membres seront pris en compte.

17. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie approuvent les éléments suivants :
    a) le cadre proposé et la collaboration entre la Division ressources terrestres (LRD) de la CPS et les pays membres en vue de la mise en œuvre du cadre ;
    b) un réexamen du nom, avec l'aide de la CPS ; et
    c) l'inscription systématique du rapport du RRA à l'ordre du jour des Conférences des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS).

Point 2.4 Information climatique pour la planification des systèmes alimentaires dans le Pacifique
M. Tekini Nakidakida, ministère de l'Agriculture (Fidji)

18. L'Accord de Paris[1] définit comme des priorités fondamentales la protection de la sécurité alimentaire et l'éradication de la faim ainsi que de la vulnérabilité des systèmes de production alimentaire aux effets néfastes des changements climatiques. Adoptée lors de la vingt-troisième session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA) est le seul programme mettant l'accent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Elle permet d'intégrer l'agriculture aux processus de la CCNUCC, ce qui stimule la transformation des systèmes agricoles et alimentaires.

19. L'agriculture reste un secteur fondamental pour les pays du Pacifique, aussi bien pour assurer la subsistance des populations que comme source de revenus à l'exportation. Les mesures d'adaptation à court et à long terme peuvent renforcer la résilience des petits États insulaires en développement (PEID) d'Océanie, caractérisés par une grande vulnérabilité. Dans le même temps, elles peuvent apporter des solutions aux défis que représentent le changement climatique et la dégradation de l'environnement pour ces mêmes pays, tout en contribuant à la réalisation des Objectifs de développement durable. Les PEID du Pacifique mettent en œuvre certaines des activités prévues par la feuille de route de la KJWA avec le soutien de la FAO, de la CPS et des partenaires régionaux ; ils saluent la décision intitulée Activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire adoptée à la COP 27.

20. Les participants à la PHOAFS se félicitent de la possibilité de collaborer étroitement à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au renforcement de la résilience dans le cadre des trajectoires associées aux

systèmes alimentaires, et saluent l'aide apportée par les partenaires du développement et les organismes techniques s'agissant de l'élaboration des propositions de projet soumises aux sommets sur le changement climatique, ainsi que de la participation à ces sommets. Tuvalu se félicite de ces travaux, en particulier pour les atolls, où les fosses de culture du taro géant des marais, du *pulaka* et du *babai* subissent des intrusions salines. L'Australie salue le travail mené par Tuvalu lors des sommets sur le changement climatique ; il s'agit là d'instances, parmi les nombreuses existantes, qui permettent d'aborder les questions de sécurité alimentaire et de changement climatique. Certains débats sur la durabilité de l'agriculture suscitent des inquiétudes, les participants évoquant des mesures préjudiciables à la sécurité alimentaire qui ne sont pas adaptées à certains pays, comme chercher à réduire de moitié le nombre de vaches sur terre pour lutter contre le changement climatique, ou à interdire les produits phytosanitaires. L'Australie craint que ces opinions ne soient véhiculées par des personnes qui n'ont aucune idée des enjeux de la région. La réponse au changement climatique et à la sécurité alimentaire passe par une innovation adaptée au contexte national. L'Australie se penche actuellement sur de nouveaux produits alimentaires pour les animaux et des cultures climato-résilientes. C'est l'occasion de faire entendre la voix du Pacifique dans les débats internationaux. Les efforts déployés par la FAO pour accroître la participation du Pacifique aux sommets sur le changement climatique sont très appréciés, tout comme l'approche conjointe du plan de travail issu de la COP27. La Nouvelle-Zélande fait remarquer que la moitié des émissions provient de l'agriculture, et que la meilleure réponse consiste à préserver la santé du bétail et des cultures, et à faire preuve d'intelligence face au climat, à accroître la productivité et à respecter l'environnement. La société civile souligne l'importance de collaborer avec les organisations d'agriculteurs et le secteur privé.

21. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie prennent acte de l'adoption de la KJWA lors de la COP23, sous la présidence fidjienne, et conviennent de participer à une proposition conjointe dans le cadre de l'axe de travail de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sur l'agriculture. Cette proposition mettra en évidence l'engagement des pays en faveur d'une action commune face aux défis climatiques, principalement grâce à des pratiques agricoles climato-intelligentes adaptées aux particularités des contextes nationaux. Elle permettra de suggérer des thèmes d'ateliers à des fins de renforcement des capacités, l'objectif étant de relever les défis les plus courants et de trouver des solutions, notamment en matière de santé des sols, d'innovations adaptées au contexte visant à renforcer des pratiques agricoles climato-intelligentes, et de préparation aux risques de catastrophe. Un atelier présentant les bonnes pratiques et les enseignements à tirer des pratiques agricoles climato-intelligentes mises en œuvre en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans les pays insulaires océaniens sera notamment proposé. Ensemble, les directeurs de l'agriculture et de la foresterie s'engagent à participer activement à l'axe de travail de la CCNUCC sur l'agriculture pendant les quatre années à venir.

Recommandation :

22. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie conviennent de :

a) saluer le point sur la mise en œuvre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA) dans le Pacifique, et notamment les activités approuvées lors de la deuxième Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique, organisée à Apia (Samoa) en 2019 ;
b) prendre note de l'adoption des Activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire lors de la COP 27 à Charm el-Cheikh (Égypte) ;
c) accepter qu'un document faisant le point sur la mise en œuvre de la KJWA et des Activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire devienne un document d'information récurrent de la PHOAFS, accompagné des documents nécessaires pour décision ;

d) approuver en outre l'élaboration de propositions régionales ;
e) demander à la FAO et à la CPS de soutenir les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique dans la mise en œuvre de la KJWA et des activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, dans la mesure du possible.

Point 2.5 Compréhension des effets du changement climatique – présentation 3D (atolls)
Ratu Aminisitai Tagaga Loco, Hydrogéologue principal, Division GEM (CPS)
Pour information.

TROISIÈME SÉANCE
PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES SERVICES RÉGIONAUX ET DES BIENS PUBLICS RÉGIONAUX
Présidence – M. Vinesh Kumar, Secrétaire permanent – ministère de l'Agriculture (Fidji)

Point 3.1 Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT)
Mme Logotonu Waqainabete, Cheffe de programme, CePaCT

23. Les participants à la PHOAFS font le point sur l'avancée de la mise en œuvre du plan d'investissement du CePaCT et les dernières évolutions constatées par les directeurs de l'agriculture et de la foresterie lors de leur réunion virtuelle en août 2021.

24. Ils prennent note de l'avancée de la mise en œuvre du plan d'investissement du CePaCT.

25. Ils débattent de l'importance du CePaCT en tant que bien public, les ressources phytogénétiques jouant un rôle essentiel dans l'agriculture. Les membres donnent des exemples de l'aide apportée par le centre en matière de ressources phytogénétiques, et de la mise à disposition de variétés supplémentaires pour les collections du centre. Une réunion du Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles (PAPGREN) est prévue en avril 2023 afin que les membres mettent la dernière main à une structure pour l'avenir. Cette réunion sera suivie d'une autre en juin ; au cours de celle-ci, les priorités du réseau en matière de ressources phytogénétiques, en particulier pour l'alimentation et l'agriculture, seront examinées. Un centre de ressources phytogénétiques en Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est lancé dans des travaux similaires, malgré ses difficultés à gérer une collection comptant plus de 2 000 échantillons de patates douces, ainsi que des échantillons d'autres végétaux. Le CePaCT aux Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont ainsi l'occasion de poursuivre leur collaboration.

Point 3.2 Partenariat océanien sur les sols
Président, Partenariat océanien sur les sols, CSIRO

26. Le présent document examine les dispositifs du Partenariat océanien sur les sols (PSP) et souligne la nécessité de redynamiser l'activité régionale au moyen d'une structure de gouvernance efficace et coordonnée et d'un plan de mise en œuvre. Le PSP a été créé sous l'égide du Partenariat mondial sur les sols (GSP) en vue d'améliorer la sécurité des sols dans le Pacifique et de renforcer la coopération régionale.

Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie prennent note des éléments suivants **:**
a) La nécessité d'examiner les cadres de gouvernance et de mise en œuvre du PSP et les priorités dans ce domaine.
b) Les progrès accomplis en matière d'intégration du Portail d'information régional sur les sols (PacSoP), ainsi que la redynamisation du Réseau de laboratoires du Pacifique Sud spécialisés

dans les analyses chimiques pour la filière agricole (SPACNET), et son intégration dans les priorités stratégiques du PSP et les dispositifs opérationnels du Conseil d'analyse des sols et des végétaux d'Australasie (ASPAC) et du Partenariat mondial sur les sols (GSP).

c) Le PSP pourrait accroître son travail d'appui et de coordination pour tous les thèmes et enjeux relatifs aux sols qui relèvent de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA) et d'autres stratégies régionales.
d) La réalisation d'une étude sur le développement des activités pour le réseau régional de laboratoires des pays océaniens au sein de l'ASPAC, dans le but d'orienter les investissements en faveur des infrastructures, le renforcement des capacités et des compétences et la croissance du secteur privé.

Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie approuvent les éléments suivants :

e) Le fait que la CPS assure le secrétariat pour le PSP s'agissant de la coordination de la mobilisation de ressources et de la mise en œuvre de ses activités dans tout le Pacifique, et étudie les possibilités de recrutement d'une personne chargée de la coordination régionale des sols.
f) Les priorités du PSP en matière de stratégie et de gouvernance, l'objectif étant de répondre aux besoins en recherche pédologique et en renforcement des capacités connexes, conformément au programme de travail du GSP pour 2022–2023.

27. Dans le cadre des débats, les Fidji demandent au PSP d'étendre ses travaux à la restauration des sols, à l'analyse des sols, aux directives sur les sols, etc., la restauration de la santé des sols étant cruciale pour lutter contre les effets du changement climatique, atteindre les objectifs de biodiversité et contribuer aux moyens de subsistance ; l'importance des arbres en agriculture est en outre notée. Tokelau souligne la nécessité de tenir compte des différences entre les types de sols, comme ceux des atolls et des îles hautes.

Point 3.3 Aperçu de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Pacifique en 2022
Joseph Nyemah, Spécialiste de la nutrition et des systèmes alimentaires (FAO)

28. La FAO présente l'Aperçu de la sécurité alimentaire et de la nutrition, un rapport élaboré conjointement par la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la CPS, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et qui porte sur les PEID du Pacifique. Dans ces PEID, les régimes alimentaires sont de plus en plus tributaires d'aliments importés et transformés, dont la valeur nutritionnelle est souvent médiocre. Cette alimentation de mauvaise qualité contribue largement aux maladies non transmissibles (MNT), qui sont la principale cause de décès prématuré dans les PEID du Pacifique. Le document en question présente les résultats du rapport et propose des mesures pour approbation par la PHOAFS en vue de leur mise en œuvre.

29. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie rappellent que la pandémie de COVID-19 a contribué à mettre en évidence des lacunes dans certains domaines comme la sécurité alimentaire, et que ces problèmes n'étaient pas uniquement imputables à la pandémie. Par exemple, l'insécurité alimentaire et la propagation rapide des maladies non transmissibles ont eu pendant de nombreuses années une incidence sur les mesures sociales et économiques mises en œuvre dans le Pacifique, et cela va continuer à être le cas. L'agriculture et la foresterie ont un rôle important à jouer dans le perfectionnement des systèmes alimentaires, l'objectif étant d'améliorer considérablement les résultats dans le domaine de la santé et de renforcer les mesures économiques et sociales dans la région. L'amélioration de la situation sanitaire contribuera également à renforcer la résilience aux effets du changement climatique et aux autres menaces qui planent sur l'avenir, comme les pandémies et les catastrophes naturelles.

30. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie approuvent les éléments suivants :

a) la production future et continue de ce rapport ;
b) le lancement d'un appel aux partenaires du développement afin que ceux-ci prennent les mesures nécessaires pour combler les lacunes importantes en matière de disponibilité des données ;
c) le partenariat dirigé par la FAO entre le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la CPS qui a produit ce rapport ; et
d) le plaidoyer auprès des pays afin qu'ils intègrent la consommation alimentaire et les données nutritionnelles pertinentes à leurs enquêtes nationales auprès des ménages.

QUATRIÈME SÉANCE
RAPPORTS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES TECHNIQUES
Présidence – Mme Atelaite Rokosuka, Secrétaire permanente par intérim pour les forêts (Fidji)

Point 4.1 Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP)
Nacanieli Waqa, Conseiller spécial – importations dans le Pacifique, ministère des Industries primaires (Nouvelle-Zélande)

31. L'OPVP fait le point sur ses travaux : renforcement des normes phytosanitaires et de la conformité aux directives internationales ; évaluation et élaboration de lois, de procédures opératoires normalisées, d'installations de traitement et de procédures d'exportation ; renforcement des capacités, notamment par le biais d'accords de partenariat économique entre les États membres de l'Union européenne et les États du Pacifique ; renforcement des systèmes de gestion de la biosécurité ; amélioration de la sécurité des frontières au moyen de l'évaluation des risques, de la surveillance et du suivi, de l'identification et de l'authentification des nuisibles. Les principaux services fournis par l'OPVP et la CPS dépendent du financement des projets, ce qui présente des risques pour le système régional de soutien à la biosécurité. La CPS adoptera une approche programme de la prestation de services, et bâtira un argumentaire en faveur de l'attribution de fonds programme durables avec ses principaux partenaires.

32. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie débattent de l'utilité des mesures de biosécurité pour protéger les végétaux et les animaux, et exhortent les partenaires du développement et les organismes régionaux à appuyer les travaux en cours dans ce domaine. L'OPVP contribue à faire entendre la voix du Pacifique dans le monde entier, et notamment au sein de diverses instances, afin d'encourager l'établissement de normes internationales. L'amélioration des mesures de biosécurité ne vise pas seulement à remédier à des problèmes spécifiques, comme la mouche des fruits et d'autres menaces, mais aussi à renforcer la résilience face aux effets probables du changement climatique.

33. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **prennent note** du travail réalisé par l'OPVP, et **soutiennent** l'élaboration d'un argumentaire en faveur de l'attribution de fonds programme durables aux services régionaux de soutien à la biosécurité.

Point 4.2 Directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS)
Mme Tulia Iosefa, présidente du réseau PHOVAPS. Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Samoa)

34. La demande croissante et le niveau élevé des importations prouvent le potentiel de croissance du secteur de l'élevage dans le Pacifique. Le Cadre pour la santé et les productions animales dans le Pacifique fait état des menaces que font planer les maladies endémiques, émergentes et les zoonoses, ainsi que du manque de capacités des dispositifs d'assistance en matière de santé et de productions animales. Cela donne lieu à une défaillance des systèmes de surveillance et à des problèmes en matière

de pratiques d'élevage, de nutrition, de bâtiments/installations, de gestion des déchets, de diversité génétique et de bien-être animal.

35. La CPS, en collaboration avec le ministère australien de l'Agriculture, de la Pêche et de la Foresterie, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA, anciennement OIE), le ministère néo-zélandais des Industries primaires, la FAO, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) et le Centre australien de préparation aux maladies, et en consultation avec le réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS)/les États et Territoires insulaires océaniens, a élaboré un plan de renforcement des capacités pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PAHCDP) afin de contribuer à améliorer les services de santé et de productions animales dans la région.

36. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie notent et approuvent :

a) les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan de renforcement des capacités pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PAHCDP) ;
b) le soutien apporté par le ministère australien de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts (DAFF) à la mise en œuvre du Cadre pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PAHPF) ;
c) le soutien apporté par les partenaires, à savoir le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), le ministère des Industries primaires de Nouvelle-Zélande (MPI), le Centre australien de préparation aux maladies (ACDP), l'Union européenne (UE) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) ;

37. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie évoquent les constantes difficultés à attirer et retenir les vétérinaires, et l'incidence de ces difficultés sur les services de santé animale, les normes alimentaires pour les consommateurs et d'autres domaines connexes. Si certains membres réussissent à accéder à des services vétérinaires, il s'agit généralement de services à court terme, ponctuels et insuffisants pour combler les lacunes dont souffrent de longue date les services de santé animale et d'autres services en lien avec la médecine vétérinaire. Même lorsque des fonds sont disponibles, il est difficile d'attirer des candidats aux études vétérinaires. Et quand bien même les étudiants obtiennent leur diplôme, un autre problème se pose, à savoir la rétention des vétérinaires, qui soit ne reviennent pas, soit exercent quelques années avant de partir vers des horizons plus cléments. La tentative de mettre en place une filière d'études vétérinaires dans la région, comme aux Fidji, s'est avérée très coûteuse, bien que certains progrès aient été accomplis. Les études vétérinaires sont également coûteuses en termes de respect des normes de certification et d'enregistrement, les services de santé animale intervenant souvent dans la chaîne alimentaire. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie conviennent de poursuivre la collaboration avec la CPS et les autres partenaires afin de tenter de remédier à ce problème.

Point 4.3 Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom)
Philippe Couraud, Direction de l'agriculture (Polynésie française)

38. La POETCom fait le point sur l'avancée de l'agriculture biologique dans la région en prenant comme point de départ les dernières évolutions rapportées par les participants à la PHOAFS lors de leur réunion virtuelle d'août 2021 et celles ressortant de l'analyse de la gestion de la NOAB et du dispositif de gouvernance.

39. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie saluent les travaux menés dans le domaine de l'agriculture biologique et notent la nécessité de disposer de ressources pour promouvoir et maintenir

la production biologique dans la région. Parmi les défis à relever est citée la nécessité de sensibiliser le grand public aux produits biologiques ainsi qu'à l'accès aux terres agricoles, à l'amélioration de la santé des sols et à la protection de la biodiversité. Les agriculteurs ont besoin de soutien, certaines cultures biologiques ne durant que quelques années, jusqu'à épuisement des ressources. L'agriculture biologique doit recourir à une culture de rente pour assurer sa survie économique. La CPS fait observer que si la POETCom met l'accent sur la certification, les normes et la production, d'autres partenaires du développement sont également impliqués dans ce domaine et peuvent être en mesure d'apporter leur aide.

40. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **conviennent** de :

a) prendre acte des progrès réalisés par la POETCom en qualité d'organisme-chef de file de l'agriculture biologique dans la région ;
b) approuver les conclusions de l'analyse du dispositif de gouvernance de la POETCom et de la gestion de la Norme océanienne d'agriculture biologique (NOAB) ;
c) approuver et participer à l'établissement d'un groupe de travail piloté par des agents de la POETCom et ayant pour mission de :
    i. mettre en place des structures de gouvernance conformes aux conclusions de l'exercice de consultation effectué : intégration des services publics techniques et des structures réglementaires au sein d'un modèle de gouvernance aux côtés des utilisateurs de la NOAB et d'autres acteurs de l'agriculture biologique aux rôles clairement définis ; renforcement du rôle des correspondants à l'échelon national ;
    ii. élaborer, en consultation avec les directeurs de l'agriculture et de la foresterie, une charte précisant les rôles et responsabilités de la CPS et de la POETCom concernant la gouvernance et la gestion de la Norme et de la marque (logo) ;
    iii. finaliser une proposition relative aux services essentiels de la POETCom et affiner le plan budgétaire correspondant ; et
    iv. élaborer une stratégie et des propositions de financement de la POETCom ;
d) noter que le groupe de travail doit mener ses activités à terme et formuler des décisions pour la prochaine assemblée générale de la POETCom, qui doit se tenir avant la fin de l'année 2023. L'appel à candidatures des directeurs de l'agriculture et de la foresterie pour le groupe de travail sera lancé d'ici un mois.

CINQUIÈME SÉANCE
Présidence – M. Vinesh Kumar, Secrétaire permanent – ministère de l'Agriculture (Fidji)

Point 5.1 Priorités inscrites à l'ordre du jour de la PHOAFS pour 2024

41. Nauru présente un point de l'ordre du jour de la PHOAFS 2024 concernant la lutte contre les espèces envahissantes, comme la mouche des fruits, la fourmi folle jaune et la mouche blanche, et l'amélioration des services agricoles à l'échelon national. Les mouches des fruits, les fourmis folles jaunes et les mouches blanches affectent les jardins. Fidji soulève la question d'un alignement sur le secteur forestier. Ces points de l'ordre du jour, ainsi que tout autre point proposé, seront inclus dans les consultations avec les membres lors de la préparation de la prochaine conférence.

Point 5.2 Déclarations des partenaires

42. Des déclarations sont prononcées par les partenaires, à savoir le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT),

la Nouvelle-Zélande, l'Union européenne, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le Centre du commerce international (ITC), les États-Unis d'Amérique, le Forum des organisations de la société civile, l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO), le Centre australien pour la recherche agricole internationale (CSIRO), l'Organisation mondiale de la santé animale et la FAO (Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture). Les synthèses de ces déclarations sont jointes à l'Annexe 3, et les déclarations complètes sont disponibles auprès de la CPS.

Documents d'information

Point 5.4.1 Rôles et responsabilités du pays hôte de la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie
Point 5.4.2 Avancement du Programme phare sur les systèmes alimentaires de la CPS
Point 5.4.3 Étude prospective sur le secteur forestier
Point 5.4.4 Rapport annuel 2021 de la Division ressources terrestres
Point 5.4.5 Rapport annuel 2022 de la FAO
Point 5.4.6 Point sur les activités du PHOVAPS
Point 5.4.7 Réalisations 2022 du Bureau sous-régional pour les îles du Pacifique de la FAO

43. Le discours de clôture est prononcé par le président.

Annexe 1 Relevé de conclusion de la PHOAFS

Rapport soumis à la
Troisième Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique (PMAF)

Par la
Huitième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS)
Nadi (Fidji)
10 mars 2023

CONCLUSIONS DE LA PHOAFS

44. La huitième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS), qui se tient le 9 mars 2023 à Nadi (Fidji), vise à examiner les progrès accomplis au regard des mesures prises lors de l'édition 2021 de la PHOAFS. Y participent les directeurs de l'agriculture et de la foresterie des États et Territoires suivants : Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Wallis et Futuna. Des représentants et des observateurs d'organisations internationales, régionales et nationales, du secteur privé et de la société civile sont également présents.

Rapport sur la suite donnée aux décisions de la PHOAFS 2021 tenue aux Fidji (format virtuel)
45. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **approuvent** les suites données aux recommandations de la PHOAFS 2021 par la Communauté du Pacifique (CPS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Proposition relative au processus d'élaboration d'une Stratégie pour l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique
46. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique conviennent a) d'**approuver** la note conceptuelle sur l'élaboration d'une Stratégie pour l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique et b) de **demander** à la CPS et à la FAO d'encourager les partenaires du développement à soutenir l'établissement de la stratégie.

Développement de la notion de programme de recherche régional (RRA) dans le Pacifique
47. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique conviennent d'**approuver** :
   a) le cadre proposé et la collaboration entre la Division ressources terrestres (LRD) de la CPS et les pays membres en vue de la mise en œuvre du cadre ;
   b) un réexamen du nom, avec l'aide de la CPS ; et
   c) l'inscription systématique du rapport du RRA à l'ordre du jour des Conférences des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS).

Point sur la mise en œuvre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA) et de la décision de la COP 27 intitulée Activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture
48. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique prennent acte de l'adoption de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA) lors de la COP 23, sous la présidence fidjienne.

49. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique **conviennent** de :

c) saluer le point sur la mise en œuvre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA) dans le Pacifique, et notamment les activités approuvées lors de la deuxième Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique, organisée à Apia (Samoa) en 2019 ;
d) prendre note de l'adoption des Activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire lors de la COP 27 à Sharm el-Sheikh (Égypte) ;
f) accepter qu'un document faisant le point sur la mise en œuvre de la KJWA et des Activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire devienne un document d'information récurrent de la PHOAFS, accompagné des documents nécessaires pour décision ;
g) approuver en outre l'élaboration de propositions régionales ;
h) demander à la FAO et à la CPS de soutenir les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique dans la mise en œuvre de la KJWA et des Activités communes relatives à la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, dans la mesure du possible ; et
i) participer à une proposition conjointe dans le cadre de l'axe de travail de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sur l'agriculture. Cette proposition mettra en évidence notre engagement en faveur d'une action commune face aux défis climatiques, principalement grâce à des pratiques agricoles climato-intelligentes adaptées aux particularités de nos contextes nationaux. Elle permettra de suggérer des thèmes d'ateliers à des fins de renforcement des capacités en vue de relever les défis les plus courants et de trouver des solutions possibles, notamment en matière de santé des sols, d'innovations adaptées au contexte et de préparation aux risques de catastrophe. Un atelier présentant les bonnes pratiques et les enseignements à tirer des pratiques agricoles climato-intelligentes mises en œuvre en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans les pays insulaires océaniens sera notamment proposé. Ensemble, nous nous engageons à participer activement à l'axe de travail de la CCNUCC sur l'agriculture pendant les quatre années à venir.

Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT)

50. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **prennent note** de l'avancée de la mise en œuvre du plan d'investissement du CePaCT.

Partenariat océanien sur les sols (PSP)

51. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **prennent note** des éléments suivants :
g) La nécessité d'examiner les cadres de gouvernance et de mise en œuvre du PSP et les priorités dans ce domaine.
h) Les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Portail d'information régional sur les sols (PacSoP) ainsi que la redynamisation des capacités des laboratoires des sols, obtenue en définissant en tant que grandes priorités stratégiques du PSP le Réseau de laboratoires du Pacifique Sud spécialisés dans les analyses chimiques pour la filière agricole (SPACNET) ainsi que les initiatives du Conseil d'analyse des sols et des végétaux d'Australasie (ASPAC)/Partenariat mondial sur les sols (GSP) et du Réseau mondial de laboratoires des sols (GLOSOLAN).
i) Le PSP pourrait accroître son travail d'appui et de coordination pour tous les thèmes et enjeux relatifs aux sols qui relèvent de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA), ainsi que pour d'autres stratégies régionales.

Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **approuvent** les éléments suivants :

j) Le fait que la CPS assure le secrétariat pour le PSP s'agissant de la coordination de la mobilisation de ressources et de la mise en œuvre d'activités prioritaires portant sur les sols dans tout le Pacifique, et étudie les possibilités pour le recrutement d'une personne chargée de la coordination régionale des sols.
k) Les priorités du PSP en matière de stratégie et de gouvernance, l'objectif étant de répondre aux besoins en recherche pédologique et en renforcement des capacités connexes, conformément au programme de travail du GSP pour 2022–2023.

Aperçu de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Pacifique en 2022

52. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique **approuvent :**
    a) la production future et continue de ce rapport ;
    b) le lancement d'un appel aux partenaires du développement afin que ceux-ci prennent les mesures nécessaires pour combler les lacunes importantes en matière de disponibilité des données ;
    c) le partenariat dirigé par la FAO entre le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la CPS qui a produit ce rapport ; et
    d) le plaidoyer auprès des pays afin qu'ils intègrent la consommation alimentaire et les données nutritionnelles pertinentes à leurs enquêtes nationales auprès des ménages.

Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP)

53. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **prennent note** du travail réalisé par l'OPVP, et **soutiennent** l'élaboration d'un argumentaire en faveur de l'attribution de fonds programme durables aux services régionaux de soutien à la biosécurité.

Directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS)

54. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **notent** et **approuvent :**

a) les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan de renforcement des capacités pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PCDP) ;
b) le soutien apporté par le ministère australien de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts (DAFF) à la mise en œuvre du Cadre pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PAHPF) ; et
c) l'appui fourni par les partenaires, à savoir le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), le ministère des Industries primaires de Nouvelle-Zélande (MPI), le Centre australien de préparation aux maladies (ACDP), l'Union européenne (UE) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).

Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom)

55. Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie **conviennent** de :

a) prendre acte des progrès réalisés par la POETCom en qualité d'organisme-chef de file de l'agriculture biologique dans la région ;
b) approuver les conclusions de l'analyse du dispositif de gouvernance de la POETCom et de la gestion de la Norme océanienne d'agriculture biologique (NOAB) ;
c) approuver et participer à l'établissement d'un groupe de travail piloté par des agents de la POETCom et ayant pour mission de :
    i. mettre en place des structures de gouvernance conformes aux conclusions de

l'exercice de consultation effectué : intégration des services publics techniques et des structures réglementaires au sein d'un modèle de gouvernance aux côtés des utilisateurs de la NOAB et d'autres acteurs de l'agriculture biologique aux rôles clairement définis ; renforcement du rôle des correspondants à l'échelon national ;

ii. élaborer, en consultation avec les directeurs de l'agriculture et de la foresterie, une charte précisant les rôles et responsabilités de la CPS et de la POETCom concernant la gouvernance et la gestion de la Norme et de la marque (logo) ;

iii. finaliser une proposition relative aux services essentiels de la POETCom et affiner le plan budgétaire correspondant ; et

iv. élaborer une stratégie et des propositions de financement de la POETCom ;

d) **noter** que le groupe de travail doit mener ses activités à terme et formuler des décisions pour la prochaine assemblée générale de la POETCom, qui doit se tenir avant la fin de l'année 2023. L'appel à candidatures des directeurs de l'agriculture et de la foresterie pour le groupe de travail sera lancé d'ici un mois.

Priorités inscrites à l'ordre du jour de la PHOAFS pour 2024

56. Les Fidji, Nauru et le Samoa proposent des points à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine PHOAFS, qui se tiendra en 2024, et la CPS intégrera ces points aux consultations qui seront menées avec les membres au sujet de la Conférence.

Déclarations des partenaires

57. Des déclarations sont prononcées par les partenaires, à savoir le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'UE, le FIDA, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le Centre du commerce international (ITC), les États-Unis d'Amérique, le forum des organisations de la société civile, l'Organisation du tourisme du Pacifique (SPTO), le Programme régional océanien de l'environnement (PROE), le Centre australien pour la recherche agricole internationale (CSIRO), l'OMSA et la FAO (Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture). Les déclarations sont disponibles dans leur intégralité auprès de la CPS.

Conclusions des manifestations parallèles

58. Les participants **conviennent** de regrouper les conclusions des manifestations parallèles organisées durant la Semaine océanienne de l'agriculture au sein d'un document d'information destiné à la Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique.

Nadi (Fidji)

Annexe 2 Liste des participants à la PHOAFS

LIST OF PARTICIPANTS AND OBSERVERS

Australia ***Australie***	**Mr Chris Tinning** First Assistant Secretary Trade, Market Access and International Division Department of Agriculture, Fisheries and Forestry 18 Marcus Clarke St Canberra ACT 2601 Australia Email : chris.tinning@daff.gov.au
Cook Islands / ***Îles Cook***	**Mrs Temarama Anguna-Kamana** Secretary Ministry of Agriculture P O Box 96, RARATONGA, Cook Islands Tel : +682 28711 ; Fax : +682 21881 Email : temarama.anguna@cookislands.gov.ck
Federated States of Micronesia / ***États fédérés de Micronésie***	**Ms Marlyter P. Silbanuz** Deputy Assistant Secretary Division of Agriculture Department of Resources and Development P O Box PS-12 Palikir, Pohnpei, FM 96941 Federated States of Micronesia Tel : +691 320 5133 / 320 2620 / 320 2646 ; Fax : +691 320 5854 Email : msilbanuz@rd.gov.fm
Fiji Islands / ***Îles Fidji***	**Mr Vinesh Kumar** Permanent Secretary for Agriculture Ministry of Agriculture Private Mail Bag, Raiwaqa SUVA, Fiji Tel : +679 3384 233 Email : vinesh.kumar01@moa.gov.fj **Ms Atelaite Usa Rokosuka** Acting Permanent Secretary Ministry of Fisheries and Forestry Takayawa Building, Toorak SUVA, Fiji Tel: +679 3301 611 Email : atelaite.rokosuka@mff.gov.fj
French Polynesia ***Polynésie française***	**Mr Philippe COURAUD** Directeur de l'agriculture Ministère de l'Agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche BP100, 98713 PAPEETE French Polynesia Tel: +689 40 42 821 44 Fax: +689 40 42 08 31

	Email : philippe.couraud@administration.gov.pf
Guam	**Ms Chelsa Muna** Director Guam Department of Agriculture 163 Dairy Road MANGILAO, Guam 96913 Tel: +671 300 7965; Fax: +671 734 6569 Email: chelsa.muna@doag.guam.gov
Kiribati	**Ms Teaaro Otiuea** Deputy Director of Agriculture and Livestock Division Ministry of Environment, Lands and Agricultural Development P O Box 267, Bikenibeu TARAWA, Kiribati Tel: +686 28108 Email: ddald@melad.gov.ki
Marshall Islands / ***Îles Marshall***	**Ms Risa Kabua Myazoe** Chief of Agriculture Ministry of Natural Resources and Commerce P O Box 1727, MAJURO Marshall Islands 96960 Tel: +692 625 3206; Fax: +692 625 1727 Email: rkmyazoe@gmail.com
Nauru	**Mr Brian Te-Tangko Star** Director of Environment Department of Environmental Management & Agriculture Republic of Nauru Tel: +674 557 3900; Email: bryantstar007@gmail.com
New Caledonia / ***Nouvelle-Calédonie***	**Ms Loïse de Valicourt** Chef du Service d'Inspection Vétérinaire Alimentaire, et Phytosanitaire (SIVAP) de la DAVAR Agriculture DAVAR Magenta, 98800 Noumea New Caledonia Tel : +687 74 00 92 Email : loise.de-valicourt@gouv.nc
New Zealand ***Nouvelle-Zélande***	**Mr Philip Houlding** Director International Policy New Zealand Ministry for Primary Industries PO Box 2526, Wellington 6011, New Zealand Tel +64 4 831 2183 Email: philip.houulding@mpi.govt.nz
Niue	**Ms Natasha Toeono-Tohovaka** Deputy Director Department of Agriculture, Forestry & Fisheries Ministry of Natural Resources P O Box 74, Alofi, Niue Island Tel: +683 4032; Fax: +683 4079 Email: natasha.tohovaka@mail.gov.nu

Palau

Mr Trebkul Tellei
Chief, Bureau of Agriculture
Ministry of Agriculture, Fisheries & the Environment
P O Box 460
KOROR, Palau
Tel: +680 622 5804; Fax: +680 622 5805
Email: boa.mafe@gmail.com; ttellei70@gmail.com

Papua New Guinea /
Papouasie-Nouvelle-Guinée

Mr Brown Konabe
Acting Deputy Secretary – Technical Services
Department of Agriculture and Livestock
P O Box 2033
Port Moresby NCD, Papua New Guinea
Tel: +675 3007 869
Email: bkonabe@gmail.com

Mr John Mosoro
Managing Director
PNG Forest Authority
P O Box 5055
Boroko NCD, Papua New Guinea
Tel: +675 3277 841; Fax; (675) 325 4433
Email: jmosoro@pngfa.gov.pg; hmack@pngfa.gov.pg

Samoa

Mr Tilafono David Hunter
Chief Executive Officer
Ministry of Agriculture and Fisheries
P O Box 1874
APIA, Samoa
Tel: +685 22 561; Fax: +685 24 576
Email: tilafono@maf.gov.ws

Mr Moafanua Tolusina Pouli
Assistant Chief Executive Officer - Forestry
Ministry of Natural Resources and Environment
Private Mail Bag,
APIA, Samoa
Tel: +685 67200; Fax: +685 23176
Email: tolusina.pouli@mnre.gov.ws;

Solomon Islands /
Îles Salomon

Mr Lottie Vaisekavea
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and Livestock / Corporate Service
P O Box G13
HONIARA, Solomon Islands
Tel: +677 28615; Fax: +677 28365
Email: lvaisekavea@mal.gov.sb

Mr Vaeno Wayne Vigulu
Permanent Secretary
Ministry of Forestry and Research
P O Box G24
HONIARA, Solomon Is
Tel: +677 28611; Fax: +677 24660
Email: vvigulu@mofr.gov.sb

Tokelau	**Ms Margaret Siauala Paul** Acting Manager of Agriculture Division Department of Agriculture FAKAOFA Tokelau Email: siauala.paul@tokelau.org.nz
Tonga	**Dr Viliami T. Manu** Chief Executive Officer Ministry of Agriculture, Food and Forests P O Box 14, NUKU'ALOFA, Tonga Tel: +676 23402 Email: viliamitoaleimanu@yahoo.com
Tuvalu	**Mr Matio Lonalona** Director of Agriculture Department of Agriculture Ministry of Local Government and Agriculture (MLGA) Private Mail Bag, Vaiaku FUNAFUTI, Tuvalu Tel: +688 20836; ext 1216 Email: matiolnln@gmail.com
United States of America ***États-Unis d'Amérique***	**Mr Richard Fitzmaurice** Pacific Environment, Science, Technology & Health (ESTH) Hub Director U.S. Embassy 158 Princes Road, Suva Tel: +679 772 8757 Email: fitzmauriceRG@state.gov
Wallis and Futuna ***Wallis et Futuna***	**Mr Savelio Telai** Chef de bureau des productions agricoles et forestières Service du développement rural Direction des services de l'agriculture, de la forêt et de la pêche BP 19 Mata'utu 98 600 UVEA, Wallis et Futuna Tel : +681 72 13 43 Email : savelio.telai@agripeche.wf

OBSERVERS/*OBSERVATEURS*

Australia
Australie

Ms Fiona Lynn
Director Agricultural Development and Food Security
Australian Department of Foreign Affairs and Trade
Email: fiona.lynn@dfat.gov.au

Ms Elena Martina Avila
Assistant Director Agricultural Development and Food Security
Australian Department of Foreign Affairs and Trade
Elena: elena.martinavila@dfat.gov.au

Ms Su McCluskey
Special Representative for Australian Agriculture
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry
Email: aurencelebrant@gmail.com

Dr Mark Schipp
Australia's Chief Veterinary Officer
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry
Email: mark.schipp@aff.gov.au

Mr Andrew Metcallfe
Secretary
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry
Email: andrew.metcalfe@aff.gov.au

Ms Natasha Payne
Pacific Strategy, International Strategy and Engagement Branch | Trade, Market Access and International Division
Tel: +61 2 5156 5473
Email: natasha.payne@aff.gov.au

Australian Centre for International Agricultural Research (ACIAR)

Professor Andrew Campbell
Chief Executive Officer
Australian Centre for International Agricultural Research
38 Thynne St, Bruce, ACT 2617
GPO Box 1571, Canberra ACT2601
Australia
Tel : +61 2 6217 0500 Mob: +61 2 0419 208 923
Email: Andrew.Campbell@aciar.gov.au

Ms Mai Alagan
Pacific Regional Manager
Australian Centre for International Agricultural Research
Australian High Commission
37 Princes Road
Suva, Fiji
Email: mai.alagan@aciar.gov.au

Dr Juliane Biddle
Director Multilateral Engagement
Australian Centre for International Agricultural Research

	Email: juliane.biddle@aciar.gov.ws
	Professor Ann Fleming Acting General Manager Country Partnerships Australian Center for International Agricultural Research Email: ann.fleming@aciar.gov.au
	Ms Eleanor Megal Eileen Dean Genera; Manager, Outreach and Capacity Building Australian Centre for Inaternational Agricultural Research Email: Eleanor.dean@aciar.gov.au
Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO)	**Mr Ben Macdonald** Research Group Leader Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation Email: swaqainabete-tuisese@conservation.org
Conservation International	**Ms Susana Lomani Waquinatabete** Director Conservation International
Delegation of the European Union for the Pacific	**Mr Alejandro Matos-Lopez** Programme Officer Delegation of the European Union for the Pacific Private Mail Bag, GPO SUVA, Fiji Tel: +679 331 3633; Fax: +679 330 0370 Email: alejandro.matos-lopez@eeas.europa.eu
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	**Mr Raphael Linzatti** GIZ Project Director – SPC/GIZ REDD+ II Project PO Box 14041, Suva FIJI Tel: +679 3305 983; Fax: +679 3315 446 Email: christian.fedlmeier@giz.de
Food and Agriculture Organisation (FAO) of the United Nations / ***Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)***	**Mr Laurent Thomas** **Deputy Director-General** Food and Agriculture Organisation of the United Nations **Email: Laurent.thomas@fao.org**
	Ms Xiangjun Yao Sub-regional Coordinator for the Pacific Islands Food and Agriculture Organisation of the United Nations Private Mail Bag, Matautu, APIA, Samoa Tel: +685 22127; Fax: +685 22126 Email: xiangjun.yao@fao.org
	Ms Joann Young **Assistant FAO Representative** Food and Agriculture Organization of the United Nations Email: j**oann.young@fao.org** **Ms Fiasili Vaeau-Lam** Policy Planning Officer Food and Agriculture Organization of the United Nations Private Mail Bag

Matautu, APIA, Samoa
Tel: +685 22127; Fax: +685 22126
Email: fiasili.lam@fao.org

Mr Maika Daveta
National Project Coordinator
C/O Ministry of Forest, Silviculture Research Division
Tel: +679 3322311 Mobile: +679 9145722 Fax: +679 3320380
E-mail: Maika.Daveta@fao.org ; maikadavetasrd@gmail.com

Mr Pierre Ferrand Senior Agricultural Officer (Agroecology) FAO Regional Office for Asia (RAP) 39 Phra Atit Road Bangkok 10200, Thailand
Tel: +66 2 697 4140
Email: pierre.ferrand@fao.org

Mr Christophe Besacier
Senior Forestry Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Email: christophe.besacier@fao.org

Mr Joseph Nyemah
Regional Technical Lead for Nutrition and Food Systems
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Email: joseph.nyemah@fao.org

Mr Kjartan Fjeldsted
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Email: Kjartan.fjeldsted@fao.rog

Ms Malia Talakai
Natural Resource Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Email: malia.talakai@fao.org

Mr Hemant Nitturkar
Plant Production and. Protection Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Email: hemant.nitturkar@fao.org

Mr Raushan Kumar
Lead Technical Officer / Forestry Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Email: raushan.kumar@fao.org

Mr Ulafala Aiavao
Consultant – Rapporteur
440 Hillsborough Road
Lynfield
Auckland, New Zealand
Email: ulafala@gmail.com

Ms Laaloa Onesemo
Programme Associate
Food and Agriculture Organisation of the United Nations
Private Mail Bag

	Matautu, APIA, Samoa Tel: +685 22127; Fax: +685 22126 Email: laaloa.onesemo@fo.org
	Mr Fiu Mani Food and Agriculture Organisation of the United Nations Office Driver Email: fiu.mani@fao.org
French Polynesia ***Polynésie française***	**Mr Cyril Vignole** Technical Adviser in Charge of Agriculture to the Vice President Government of French Polynesia
Global Crop Diversity Trust	**Mr Luigi Guarino** Chief Scientist Global Crop Diversity Trust Email: luigi.guarino@croptrust.org
International Trade Center	**Mr Sadiq Ahmed KAZI SYED** Programme Manager International Trade Center
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	**Dr Candra Samekto** Country Director and Representative Asia and the Pacific Division International Fund for Agriculture Development Email: c.samekto@ifad.org
	Ms Tamara Nicodeme Sub-Regional Coordinator for the Pacific Islands IFAD Sub-regional office for the Pacific c/o UNDP, Private Mail Bag Suva, Fiji Tel: (679) 322 7759; Fax: (679) 330 1718; Email: t.nicodeme@ifad.org
Kiribati	**Ms Saitofi Mika** Secretary Ministry of Infrastructure and Sustainable Energy Kiribati
Landcare Research New Zealand Limited	**Ms Jane Lattimore** Manager International Business Group Landcare Research Manaaki Whenua PO Box 69040, Lincoln 7640 New Zealand Tel: +64 3 321 9848 **| M:** +64 21 387747 Email: lattimorej@landcareresearch.co.nz
Marshall Islands ***Îles Marshall***	**Mr Lajkit Rufus** Chief Forestry Officer Republic of the Marshall Islands

Nauru	**Ms Marissa Cook** Director of Agriculture Agriculture Department Nauru
New Caledonia ***Nouvelle-Calédonie***	**Mr Rodrigue Tiavouane** Collaborateur Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie BP M2 – 98849 Noumea New Caledonia Tel: +687 93 80 70 Email : rodrigue_tiavouane@gouv.nc
New Zealand ***Nouvelle-Zélande***	**Ms. Alice Revell** Manager International Relations Tel +64 4 830 1542 Email: alice.revell@mpi.govt.nz **Ms La-Chey Meredith** Policy Analyst International Relations Tel +64 22 020 9372 Email: la-chey.meredith@mpi.govt.nz **Mr Nacanieli Waqa** Specialist Adviser Pacific Imports New Zealand Ministry for Primary Industries PO Box 2526, Wellington 6011 New Zealand Tel +64 4 894 0479 Email: Nacanieli.Waqa@mpi.govt.nz **Mr Guy Redding** Lead Adviser New Zealand Ministry of Foreign Affairs & Trade 195 Lambton Quay Private Bag 18901, Wellington New Zealand Tel +64 021 739 690 Email: guy.redding@mfat.govt.nz **Ms Kylie Enoka** Development Manager New Zealand Ministry of Foreign Affairs & Trade 195 Lambton Quay Private Bag 18901, Wellington New Zealand Tel +64 27 630 8286 Email: kylie.enoka@mpi.govt.nz
New Zealand Landcare	**Mr Guy Houliston** Portfolio Leader Plant Biodiversity and Biosecurity New Zealand Landcare houlistong@landcareresearch.co.nz

	Ms Jane Lattimore Manager International Business New Zealand Landcare lattimorej@landcareresearch.co.nz
Pacific Horticultural & Agricultural Market Access Program Plus (PHAMA Plus)	**Mr Andrew Piper** Team Leader Pacific Horticultural & Agricultural Market Access Program Plus
Pacific Islands Farmer Organisation (PIFON)	**Ms Kyle Stice** Executive Director Pacific Islands Farmer Organisation Email: manager@pacificfarmers.com
Pacific Islands Association of Non-government Organisations	**Mr Siotame Drew Havea** Board Deputy Chair Pacific Islands Association of Non-government Organisations
Pacific Islands Association of Non-government Organisations	**Mr Siotame Drew Havea** Board Deputy Chair Pacific Islands Association of Non-government Organisations
Plant and Food Research	**Ms Rosie Paterson-Lima** Program Manager – International Development Plant and Food Research Email: rosie.paterson-lima@plantandfood.co.nz
Samoa	**Ms Fesiliai Tulia Molimau Iosefa** Assistant Chief Execitive Officer Ministry of Agriculture and Fisheries Samoa Email: tulia.iosefa@maf.gov.ws
Scientific Research Organisation of Samoa (SROS)	**Seuseu Dr. Joseph Tauati** Chief Executive Officer Scientific Research Organisation of Samoa (SROS) Email: seuseu@srosmanagement.org.ws
Pacific Regional Environment Programme (SPREP)	**Mr Sefanaia Nawadra** Director General Pacific Regional Environment Programme (SPREP) APIA, Samoa Email: sefanaian@sprep.org
South Pacific Tourism Organisation	**Mr Chris Cocker** Chief Executive Officer South Pacific Tourism Organisation Email: ccocker@spto.org
	Ms Christina Gale Manager South Pacific Tourism Organisation Email: cgale@spto.org

Solomon Islands Ministry of Forest and Research	**Mr Reeves Moveni** Commissioner of Forests Ministry of Forestry and Research P O Box G24, HONIARA, Solomon Is Tel: +677 24215; Fax: +677 24660 Email: rmoveni@mofr.gov.sb
Tokelau	**Ms Margaret Siauala Paul** Acting Manager of Agriculture Division Department of Agriculture Fakaofa, Tokelau Email: Siauala.paul@tokelau.org.nz
Tonga	**Mr Heimuli Likiafu** Deputy CEO and Head of Forests Ministry of Agriculture of Agriculture and Food, Forests and Fisheries Email: hlikiafu@yahoo.com
Tuvalu	**Mr Selotia Tausi** Principal Extension and Information Officer Department of Agriculture, Tuvalu Email: sltausigeorge@gmail.com
United States of America ***État-Unis d'Amérique***	**Mr Randy Hamilton** Climate Fellow, United States Forest Service 46 Duncan Road, Suva, FIJI Tel: +679 721 6214 Email: rhamilton.usfs@gmail.com **Ms Maria Elder** Regional Environment Specialist Tel : +679 331 4466 United States Embassy 158 Princess Road, Suva, FIJI Email : eldermb@state.gov **Ms Stephanie S Clark** Deputy Regional Environment, Science, Technology and Health Officer Tel: +679 331 4466 United States Embassy 158 Princess Road, Suva, FIJI Email: clarkss@state.gov
University of the South Pacific	**Dr Md Abdul Kader** Senior Lecturer in Soil Science Samoa Campus, University of the South Pacific Apia, Samoa Tel : +685 7649048 Email: mdabdul.kader@samoa.usp.ac.fj

World Organisation Animal Health

Dr Monique Eloit
Director General
World Organisation Animal Health
m.eloit_ext@woah.org

Dr Hirofumi Kugita
Regional Representative for Asia and the Pacific
World Organisation Animal Health
h.kugita_ext@woah.org

PACIFIC COMMUNITY / *COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE*
Private Mail Bag, Suva, Fiji
Tel: (679) 3370733; Fax: (679) 3370021; Email: lrd@spc.int

Dr Stuart Minchin
Director General
Email: stuarta@spc.int

Dr Paula Vivili
Deputy Director General
Email: paulav@spc.int

Ms. Florence Rahiria
Manager, Operations
Land Resources Division
Email : florencer@spc.int

Ms Logotonu Waqainabete
Programme Leader - Genetic Resources
Land Resources Division
Email: logow@spc.int

Ms Azaria Lesa-Ah Kau
Finance and Administration Adviser
Land Resources Division
Email: azarial@spc.int

Ms Alisi Tuqa
Food Systems Programme Lead
Land Resources Division
Email: alisit@spc.int

Dr Ramona Stephanie O'Connor Sulifoa
Research for Development Advisor
Land Resources Division
Email : stephanieo@spc.int

Mr Stephen Hazelman
Organic Extension Systems Officer
Land Resources Division
Email: stephenh@spc.int

Mr Julien de Meyer
Consultant - Regional Research Agenda Project
Email: julien@illudest.com

Mr Fereti Atumurirava
Pest and Disease Management Adviser
Land Resources Division
Email: feretia@spc.int

Dr Amit Sukal
Associate Scientist – Germplasm
Land Resources Division
Email: amits@spc.int

Ms Karen Mapusua
Director, Land Resources Division
Email: karenm@spc.int

Ms Leituala Kuiniselani Toelupe Tago-Elisara
Regional Director Polynesia, HRSD
Email: kuiniselanit@spc.int

Mr Gibson Susumu
Programme Leader – Sustainable Agriculture
Land Resources Division
Email: gibsons@spc.int

Mr Jalesi Mateboto
Programme Leader - Sustainable Forests and Landscapes
Land Resources Division
Email: jalesim@spc.int

Dr Viliami Kami
Programme Leader - Markets for Livelihoods
Land Resources Division
Email: viliamik@spc.int

Mr Jamie Kemsey
Information, Communications and Knowledge Management Adviser
Land Resources Division
Email: jamesk@spc.int

Mr Simione Tukidia
Communications Officer – Design and Outreach
Land Resources Division
Email: simionet@spc.int

Mr Sripad Sosale
Animal Health and Production Adviser
Land Resources Division
Email: sripads@spc.int

Dr Filippo Guzzon
Curator – CePACT
Land Resources Division
Email: filippog@spc.int

Dr Ellen Iramu
Soil Scientist
Land Resources Division
Email: elleni@spc.int

Dr Mark Ero
Project Manager – Pacific Awareness and Response to the Coconut Rhinoceros Beetle (PARC)
Land Resources Division; Email: marke@spc.int

Mr Jim Pierce
Pacific Organic and Ethical Trade Community (POETCom) Coordinator
Land Resources Division

Ms Elenoa Salele
Animal Health and Production Officer
Land Resources Division
Email: elenoas@spc.int

Ms Valerie Hassan
Conference Intepreter/Translator – OMD
Email: valarieh@spc.int

Mr Paefou Panapa
ICT Audio Visual Technican
Operational and Management Directorate
Email:

Mr Riten Gosai
Biosecurity, Sanitary and Phytosanitary Officer
Land Resources Division
Email: riteng@spc.int

Mr Tevita Dawai
Team Leader – Safe Agricultural Trade Facilitation through Economic Integration in the Pacific (SAFE Pacific) Project
Land Resources Division
Email: tevitad@spc.int

Ms Christelle Petit
Conference Intepreter/Translator – OMD
Email: christellep@spc.int

Ms Isabelle Perez
Conference Intepreter/Translator – OMD
Email: isabellep@spc.int

Mr Daryl Woo
ICT Technician
Operations and Management Directorate
Email: darylw@spc.int

Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)

59. En 2022–2023, l'ACIAR investit 18,6 millions de dollars australiens dans 52 projets de recherche agricole pour le développement menés dans huit pays océaniens. Les recherches financées par l'ACIAR dans le Pacifique sont variées et visent à renforcer la biosécurité à l'échelon régional ; améliorer la résistance des moyens de subsistance en milieu rural aux effets du changement climatique ; améliorer l'équité de genre par l'autonomisation des femmes et des jeunes filles ; améliorer la santé humaine en donnant la priorité à la nutrition dans les systèmes agroalimentaires ; et étudier les possibilités de développement de l'agro-industrie et d'ouverture de débouchés économiques pour les petits exploitants agricoles.

Organisations de la société civile (OSC)

60. Il est important de recueillir le point de vue de la société civile au moment de définir l'action publique, afin d'appréhender l'ensemble des fragilités et des besoins du secteur privé et du développement communautaire, ce qui inclut les contributions à l'économie dans son ensemble. Le forum des organisations de la société civile rassemble des experts du monde de l'entreprise et des responsables communautaires afin de contribuer au discours et à la gouvernance publics. Le Partenariat des OSC demande l'approbation d'un point à l'ordre du jour des prochaines conférences des directeurs et des ministres de l'agriculture et de la foresterie des pays océaniens, afin de rendre compte de la contribution des organisations d'agriculteurs, du secteur privé et de la société civile à l'agroforesterie dans la région.

Centre australien pour la recherche agricole internationale (CSIRO)

61. Le CSIRO collabore depuis des décennies avec les pays insulaires océaniens pour faire face aux défis les plus courants, comme les menaces pour la biosécurité, l'amélioration de la santé des sols et le renforcement de la résilience face au changement climatique. En raison des défis qui s'annoncent – changement climatique, événements météorologiques plus fréquents et plus intenses, hausse des taux de maladies non transmissibles et perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire – il est primordial d'adopter une approche systémique à l'égard de nos systèmes alimentaires. De nombreux pays océaniens ont élaboré des trajectoires nationales associées aux systèmes alimentaires, à l'appui d'un bien-être équitable et durable. Ces trajectoires laissent présager un vaste programme de réformes.

Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)

62. Le DFAT a le plaisir de soutenir la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie afin de débattre des perspectives et des défis communs. L'agriculture et la foresterie sont des secteurs essentiels pour les moyens de subsistance et les revenus de nombreux ménages. Des investissements et des recherches sont nécessaires pour relever les défis de demain. L'Australie se réjouit à la perspective de travailler avec ses partenaires océaniens et ses partenaires du développement au renforcement des secteurs agricole et forestier, notamment en investissant dans des biens publics régionaux essentiels comme la biosécurité, les ressources phytogénétiques, les sols, l'information climatique et l'agriculture résiliente face au changement climatique.

Agence allemande de coopération internationale (GIZ)

63. La GIZ soutient les programmes agricoles et forestiers dans le Pacifique depuis près de 50 ans, notamment les programmes forestiers de neuf pays océaniens. La GIZ soutient le secteur agricole – de Vanuatu en particulier – par l'intermédiaire du programme de Vanuatu relatif aux chaînes de valeur (Vanuatu Value Chain Programme). Le soutien régional englobe la Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN), dans le cadre de laquelle sont examinés les meilleurs moyens d'inclure l'agriculture et d'autres secteurs dans les contributions déterminées au niveau national, et les modalités de mise en œuvre des activités prévues.

Fonds international de développement agricole (FIDA)

64. Le FIDA a investi 420 millions de dollars des États-Unis, dont 130 millions sont financés par le programme de prêts et de subventions du Fonds dans la région du Pacifique. Le FIDA continue d'accroître ses investissements pour répondre à la demande, ce qui est indispensable dans le cadre de l'expansion de ses activités dans la région. Les projets du FIDA permettent d'autonomiser des groupes marginalisés et de relever les défis qui se posent dans la région, comme le changement climatique. L'organisation bénéficie du soutien d'organisations de la société civile, notamment des organisations d'agriculteurs, des populations autochtones et d'autres organisations communautaires, conformément à l'approche centrée sur l'humain mise en œuvre par le FIDA en matière de développement.

Centre du commerce international (ITC)

65. L'ITC aide les producteurs et les MPME à renforcer leur résilience face aux crises alimentaires, au changement climatique, aux chocs du marché, aux perturbations induites par les pandémies, et à ouvrir de nouveaux débouchés. La méthode « Alliances pour l'action » (A4A) rassemble des acteurs privés et publics afin de renforcer les capacités des petits exploitants agricoles, des transformateurs et des producteurs. L'ITC met actuellement en œuvre le programme « ACP Business Friendly » financé par l'Union européenne (UE) et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).

Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT)

66. La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés océaniennes sont de plus en plus tributaires de l'agriculture et de la foresterie, compte tenu des impacts actuels du changement climatique et de la COVID-19. Il est donc urgent de transformer nos secteurs agricole et forestier afin qu'ils puissent satisfaire les besoins de demain. Cette semaine, la Nouvelle-Zélande s'est montrée attentive aux priorités mises en avant et aux travaux en cours. Cela l'aidera à nouer d'autres partenariats afin d'atteindre les objectifs de la région Pacifique dans les domaines de l'agriculture et de la foresterie.

Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO)

67. La formation et le développement des capacités, la promotion de l'agrotourisme régional, en particulier dans le cadre de la sécurité alimentaire des petits États insulaires, la sensibilisation accrue aux normes biologiques dans le secteur du tourisme et le recours à la technologie pour mettre en relation les chefs cuisiniers, les entreprises touristiques et les agriculteurs resteront des points de convergence solides pour aller de l'avant. À l'échelon régional, la SPTO se réjouit de poursuivre sa collaboration avec la Division ressources terrestres de la CPS en leur qualité de partenaires du CORP, afin de promouvoir le développement durable de notre région par l'intermédiaire du tourisme.

Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

68. Dans sa déclaration, le Directeur général du PROE mentionne la signature du protocole d'accord entre le PROE et la FAO. Le Directeur général évoque par ailleurs l'étroite collaboration mise en place entre la CPS et le PROE pour appuyer les pays membres lors des négociations mondiales menées au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de la Convention sur la diversité biologique ainsi que dans l'enceinte de la Conférence sur les océans et de la Conférence sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

États-Unis d'Amérique

69. Les États-Unis ont financé et soutenu la première Conférence sur la sécurité écologique du Pacifique, qui s'est tenue à Palau en octobre dernier et a rassemblé 15 États et Territoires insulaires océaniens. Les participants à la Conférence ont débattu de la lutte contre les espèces envahissantes dans le cadre de l'amélioration de la résilience climatique, de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance, des ressources culturelles et de la biodiversité du Pacifique. La Conférence a également permis d'affiner les plans stratégiques de lutte contre le rhinocéros du cocotier et les fourmis envahissantes, et d'améliorer les options de lutte biologique contre les espèces envahissantes prioritaires.

Organisation mondiale de la santé animale (OMSA)

54. L'adoption de normes sur la qualité des services vétérinaires a conduit à la mise en place du Processus PVS, qui vise à évaluer les services vétérinaires et à les renforcer. Les activités connexes comprennent le perfectionnement de la main-d'œuvre par le biais de plusieurs programmes de renforcement des capacités, le soutien à la législation vétérinaire, une stratégie pour la santé des animaux aquatiques, un cadre en faveur de la santé de la faune sauvage, et des lignes directrices sur des sujets intéressant les petits exploitants, comme la biosécurité à l'échelle de l'exploitation.